

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article2307>

# "Coup de vieux sur les Antilles"

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 4 juin 2017

Mis   jour le : dimanche 4 juin 2017

---

**UGTG.org**

---

### **Les populations de Martinique et de Guadeloupe étaient les plus jeunes de France. En 2040, elles seront parmi les plus vieilles. Emigration, baisse de la fécondité, retour des retraités participent à ce basculement rapide, qui impose de nouvelles gouvernances.**

Il y a de quoi être tétanisé par le profil spectaculaire des graphiques d'évolution de la population de la Martinique. Il bouscule toutes nos convictions. « Le phénomène est très brutal, car extrêmement rapide », reconnaît Claude-Valentin Marie, directeur scientifique de la récente et vaste étude « Migration, famille, vieillissement » qui vient d'être publiée par l'Ined et l'Insee, la première du genre en France, et portant sur quatre départements d'outre-mer français. En trois pyramides des âges, dont la transformation conduit à leur quasi-inversement, le vieillissement « massif » de la population martiniquaise depuis les années 1960 saute aux yeux, totalement comparable à celui de l'île soeur guadeloupéenne. « Aux Antilles, la transition démographique s'est opérée en à peine cinquante ans ! En Europe, il a fallu plus d'un siècle et demi », explique le chercheur, ce qui laisse deviner « l'ampleur des bouleversements auxquels ces sociétés sont aujourd'hui le théâtre ».

Les îles font face à une redoutable équation qu'on peut lire sur des pyramides qui, à ce niveau de déséquilibre des tranches d'âge, confinent à l'archaïque et à l'impure. On y constate, dans les échancrures, l'envol régulier et en grand nombre des étudiants et jeunes actifs diplômés entre 20 et 35-40 ans vers la métropole, les Etats-Unis, le Canada, ou même la Chine. Les Antilles sont des terres d'émigration depuis l'organisation par l'Etat de la migration des « Domiens » vers une métropole avide d'« OS de la fonction publique » (hôtesses, PTT, police...) au moment même où la fin de l'économie de plantation menaçait les deux îles d'explosion sociale. Et leurs problèmes d'emploi n'ont pas calmé ce penchant. Le resserrement de la base de la pyramide reflète de son côté la chute de la natalité due à la baisse de la fécondité à des niveaux « métropolitains », effet de politiques anti-natalistes des années Debré et du planning familial. « Il n'y a pratiquement pas eu de transition entre une génération qui faisait jusqu'à 10 ou 15 enfants, et celle qui n'en fait qu'un seul ou pas du tout. On paye aujourd'hui les graines semées il y a trente ou quarante ans », explique la sociologue Juliette Smeralda, de l'université des Antilles-Guyane. On y voit enfin le renflement du sommet de la pyramide en forme de champignon, marque de l'accélération d'un vieillissement fruit de l'allongement de la vie et du retour des retraités de métropole. Derrière ces pyramides, on peut donc à la fois voir se dessiner une histoire sociale des Antilles modelée par des politiques très volontaristes, mais surtout apparaître toutes les questions qui se posent pour l'avenir. Car le cas antillais est tout sauf anecdotique : « la pointe de ces dynamiques démographiques, la situation des Antilles préfigure les enjeux et les difficultés auxquelles devront faire face certaines régions de métropole si rien n'est engagé », estime Claude-Valentin Marie. Elles en sont le miroir grossissant.

### **Risques pour la cohésion sociale**

Si l'image d'une natalité élevée et galopante colle encore à ces îles tropicales où plus de la moitié de la population avait moins de 20 ans au début des années 1960, cette réalité a déjà vécu. La population décroît depuis 2006 et « tous les ingrédients sont réunis pour faire de la Martinique un pays de vieux, dans lequel il est prévu que 40 % de la population aura plus de 60 ans en 2040 », explique Georges Para, ancien chef du service régional de l'Insee à Fort-de-France et aujourd'hui directeur général de l'Institut martiniquais de statistique et d'évaluation des politiques publiques (Imsepp). Les jeunes de moins de 20 ans seront moins nombreux que les vieux d'ici 2020... Martinique et Guadeloupe, qui étaient les régions les plus jeunes de France, vont ainsi tenir - avec la Corse qui, elle, en a l'habitude - le peloton de tête des régions les plus vieilles de France... devant le Limousin.

Statistiquement, cela signifie à l'horizon 2040 la contraction d'un quart du nombre des actifs par rapport à 2011, une saignée dans les rangs des Ã©lites et Ã©tudiants, le recul de 15 Ã 20 % du revenu global, et d'Ãs les annÃes 2030 un rapport affolant de trois personnes dÃpendantes pour une ayant un emploi. ConcrÃtement, ce sont de profondes transformations des structures de consommation, du marchÃ du travail et des modes de vie, de nouvelles prÃcaritÃs et inÃgalitÃs et, au total, des risques pour la cohÃsion sociale. Cela veut surtout dire d'Ãs aujourd'hui l'Ãmergence d'un formidable problÃme de dÃpendance des personnes ÃgÃes. Ã« Il y a de quoi Ãtre inquiet Ã », tÃmoignent nombre de responsables Ãconomiques.

Dire que l'on a diversement vu venir le problÃme relÃve de l'euphÃmisme. Ã« Toutes les Ãtudes prospectives en matiÃre dÃmographique font apparaÃtre un phÃnomÃne de vieillissement et mettent en Ãvidence une dÃcroissance de la population », rappelle pourtant Georges Para, mais Ã« tous les plans de dÃveloppement des Antilles ont ÃtÃ et sont encore bÃctis sur une dÃmographie en expansion Ã ». Les excuses ne manquent pas pour expliquer cette Ã« dÃcouverte Ã » : Ã« Les vieilles images de dÃmographie galopante ont la vie dure Ã » ; Ã« L'Ãvolution a ÃtÃ trop rapide pour que les politiques en prennent culturellement la mesure Ã » ; Ã« On manquait d'indicateurs Ã » ; Ã« Quand Philippe Bas, ministre du gouvernement Villepin, a commencÃ Ã parler de "cinquiÃme risque " Ã propos de la dÃpendance, jamais il n'a ÃvoquÃ les DOM Ã », entend-on Ã Fort-de-France, Pointe-Ã-Pitre ou Paris. Ã« On avait intÃgrÃ ce contexte, mais depuis 2007 se sont succÃdÃ le cyclone Dean, les grandes grÃves de 2009, la crise et la rÃcession... Ã » explique-t-on Ã la CCI de Martinique, dans une Ãle oÃ, chÃmage massif des jeunes et problÃmes de dÃlinquance aidant, le court-terme masque souvent le moyen et long-termes. Ã« L'enquÃte a provoquÃ un vrai dÃclic », constate en tout cas aujourd'hui l'Agence franÃsaise de dÃveloppement (AFD) qui, depuis l'effondrement de Dexia, est devenue un bailleur de fonds incontournable des DOM. Il est vrai que la dÃmographie Ãtant la plus exacte des sciences Ãconomiques, on sait bien que ce qui est prÃvu ne pourra pas Ãtre ÃvitÃ.

Sans aller jusqu'au branle-bas de combat, on s'active dÃsormais aux Antilles comme en MÃtropole. Un peu en tÃtonnant. Ã« Il est compliquÃ d'analyser les choses dans des territoires qui vieillissent. Il existe peu d'exemples historiques qui nous disent comment Ãsa fonctionne », souligne Jacques Moineville, directeur dÃlÃguÃ de l'AFD. Le premier, le Conseil gÃnÃral de Guadeloupe a commandÃ une Ãtude cofinancÃe par l'Agence de dÃveloppement sur l'effet du vieillissement pour les finances du dÃpartement et crÃÃ un Observatoire dÃpartemental du vieillissement et du handicap. En Martinique, la CCIM vient de lancer, toujours avec l'AFD, une enquÃte sur ses effets macro-Ãconomiques, et plusieurs colloques sont dÃjÃ prÃvus sur ce thÃme. A Paris, au ministÃre des Outre-Mer, on dit travailler sur la question... mais en la relativisant : Ã« MÃme si le mouvement est spectaculaire, ce n'est pas un tsunami. On a le temps de s'y prÃparer. Ce n'est pas un sujet d'inquiÃtude majeur comme peut l'Ãtre le chÃmage des jeunes Ã », explique Marc Del Grande, directeur des Politiques publiques. Sur le terrain, les collectivitÃs territoriales, aux finances dÃjÃ serrÃes, n'en sont pas si sÃres. MÃme en se concentrant dans un premier temps sur la seule urgence de la dÃpendance des personnes ÃgÃes - Ã leur charge -, les Conseils gÃnÃraux redoutent des situations financiÃres Ã« intenables ». En jeu : leur capacitÃ d'emprunt.

### Ã« Ni recette ni solution Ã »

Au sous-Ãquipement global des deux Ãles en matiÃre de dÃpendance s'ajoute de fait une sÃrie de problÃmes bien spÃcifiques Ã ces sociÃtÃs. LÃgislations et protection sociale, Ã l'Ãpoque dÃfaillantes, conjuguÃes Ã la prÃcaritÃ Ãconomique ont dÃbouchÃ pour les vieux Antillais sur des carriÃres incomplÃtes, et donc de petites retraites : Ã« 95 % des personnes ÃgÃes vivent avec moins de 1.000 euros par mois, dont environ 40 % avec le minimum vieillesse. Elles ne peuvent donc pas payer un sÃjour en EHPAD [Ãtablissement d'hÃbergement pour personnes ÃgÃes dÃpendantes, NDLR] et en cas d'admission obligatoire, le Conseil gÃnÃral doit le financer au titre de l'aide sociale aux personnes ÃgÃes Ã », explique Annie Ramin, prÃsidente de la ConfÃrence rÃgionale de la santÃ et de l'autonomie de Martinique. Un gouffre, vue la quasi-automaticitÃ de cette aide. DeuxiÃme Ãcueil : les solides solidaritÃs familiales autorisaient

## "Coup de vieux sur les Antilles"

---

jusqu'ici le maintien à la maison des anciens jusqu'à 80-85 ans à un moindre coût pour la collectivité. Aujourd'hui, ces réseaux familiaux se désolent doucement, fragilisés par les difficultés d'emploi des enfants, ou par une émigration qui bouleverse la nature des liens avec les parents. Résultat : les collectivités locales devront toujours davantage se substituer aux familles.

La solution ? Elle passe à l'évidence par l'emploi. Mais plus facile à dire qu'à faire : « Pour le moment, on n'a ni recette ni solution. Le développement est en panne », soupire un haut responsable départemental martiniquais. En attendant les beaux jours des nouveaux schémas économiques et des nouvelles gouvernances, la boîte à idées est néanmoins ouverte. Mise à part la construction de nouveaux EHPAD, elles tournent pour l'essentiel autour des économies. Gérer plus « finement » l'attribution de l'aide sociale, créer des établissements moins lourdement médicalisés, moins chers en fonctionnement, promouvoir les foyers-logements et aider davantage les familles d'accueil pour assurer le maintien des personnes âgées à domicile font partie de la batterie de solutions avancées. Mais on compte aussi sur le développement des nouveaux métiers de la dépendance, sur la rentabilisation des EHPAD et des installations médicales par leur ouverture à des personnes âgées plus aisées venues de métropole, ou même sur une immigration de la jeunesse des îles anglophones ou créolophones voisines, alors que la Martinique, par exemple, ne compte officiellement que 2 % d'immigrés. La Guyane toute proche, ouverte à l'immigration, n'est-elle pas déjà la région la plus jeune de France ?